



MAYENNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°53-2022-046

PUBLIÉ LE 4 MAI 2022

Sommaire

Centre hospitalier de Laval /

53-2022-04-29-00003 - AVIS DE CONCOURS EXTERNE SUR TITRES
TECHNICIEN SUPERIEUR HOSPITALIER DE 2eme CLASSE (1 page) Page 3

DDT53-service eau et biodiversité-forêt nature biodiversité /

53-2022-05-03-00001 - DecisionCDCFS 2mai2022 bareme-indemnisation
PrairieRessemis (2 pages) Page 5

Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial /

53-2022-05-03-00002 - Arrêté portant délégation de signature à M. Eric
GERVAIS, directeur de la citoyenneté (6 pages) Page 8

53-2022-05-03-00003 - Arrêté portant délégation de signature en matière
administrative générale à Mme Isabelle VALADE, directrice départementale
des territoires de la Mayenne (30 pages) Page 15

Direction départementale des finances publiques 53 /

53-2022-04-27-00004 - SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE
CHATEAU-GONTIER - Délégation de pouvoir à M. BELLANGER (1 page) Page 46

Centre hospitalier de Laval

53-2022-04-29-00003

AVIS DE CONCOURS EXTERNE SUR TITRES
TECHNICIEN SUPERIEUR HOSPITALIER DE 2eme
CLASSE

Un concours externe sur titres aura lieu au Centre hospitalier de Laval (Mayenne) en vue de pourvoir 1 poste de Technicien Supérieur Hospitalier de 2^{ème} classe spécialité « Sécurité Incendie »

Peuvent faire acte de candidature :

- Les titulaires d'un diplôme sanctionnant deux années de formation technico-professionnelle homologué au niveau III ou d'une qualification reconnue comme équivalente dans les conditions fixées par le décret du 13 février 2007 correspondant à la spécialité mentionnée ci-dessus.

Le concours externe sur titres est constitué d'une phase d'admissibilité et d'une épreuve d'admission :

La phase d'admissibilité : consiste en la sélection, par le jury, des dossiers des candidats qui ont été autorisés à prendre part à ce concours.

Le jury examine les titres de formation en tenant compte de l'adéquation de la formation reçue à la spécialité pour laquelle concourt le candidat ainsi que des éventuelles expériences professionnelles.

L'épreuve d'admission : consiste en un entretien à caractère professionnel avec le jury d'une durée totale de 45 minutes, dont 15 minutes de préparation. Cette épreuve est notée de 0 à 20 (coefficient 4)

Elle se compose :

1° en une présentation par le candidat de sa formation et de son projet professionnel permettant au jury d'apprécier ses motivations et son aptitude à exercer les missions dévolues à un technicien supérieur hospitalier de 2^{ème} classe notamment dans la spécialité dans laquelle il concourt ainsi que sa capacité à animer une équipe (durée de l'exposé par le candidat : 5 minutes)

2° en un échange avec le jury (durée : 25 minutes) à partir d'un texte court comportant plusieurs questions techniques relatives à la spécialité dans laquelle il concourt visant à apprécier ses connaissances, son potentiel et son comportement face à une situation concrète

Les pièces nécessaires à la prise en compte des candidatures sont :

- Le dossier de concours dûment complété et signé par le candidat accompagné des pièces à fournir ;
- Une demande d'admission à concourir établie sur papier libre
- Un curriculum vitae détaillé établi sur papier libre mentionnant notamment les actions de formation suivies et, le cas échéant, accompagné d'attestations d'emploi ;
- Les titres de formation, certifications et équivalences dont il est titulaire ;
- Une photocopie du livret de famille ou de la carte nationale d'identité française ou de ressortissant de l'un des Etats membres de l'Union Européenne
- Le cas échéant, un état signalétique des services militaires ou une photocopie de ce document, ou, pour les candidats n'ayant pas accompli leur service national, une pièce attestant leur situation au regard du code du service national.
- Le cas échéant, un état signalétique des services publics accompagné de la fiche de poste occupé ;

Les dossiers de candidatures sont à retirer à la Direction des Ressources Humaines et retournés au plus tard dans le **délai de deux mois**, le cachet de la poste faisant foi, à compter de la date de publication du présent avis dans les locaux de l'établissement, sur le site et dans les locaux de l'Agence Régionale de Santé, ainsi que ceux de la Préfecture de la Mayenne, au Directeur du Centre Hospitalier de Laval, service DRH - 33 rue du Haut Rocher – CS 91525 - 53015 LAVAL Cedex. **A noter que tout dossier incomplet et/ou non signé ne sera pas retenu.**

Pour le Directeur et par Délégation
La Directrice Adjointe,
Chargée des Ressources Humaines

Frédérique BOUTHOU

DDT53-service eau et biodiversité-forêt nature
biodiversité

53-2022-05-03-00001

DecisionCDCFS 2mai2022
bareme-indemnisation PrairieRessemis



**PRÉFET
DE LA MAYENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires
Service eau et biodiversité

**DÉCISION DE LA COMMISSION DÉPARTEMENTALE
DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE**
formation spécialisée d'indemnisation des dégâts

Barèmes d'indemnisation des prix de remise en état des prairies
et de réensemencement des principales cultures
pour l'année 2022 en Mayenne
adoptés par la commission du 26 avril 2022

Remise en état des prairies

Nature des interventions et denrées	Prix retenus
Manuelle	20,31 €/heure
Herse (2 passages croisés)	86,78 €/ha
Herse à prairie, étaupinoir	66,27 €/ha
Herse rotative ou alternative (seule)	89,28 €/ha
Herse rotative ou alternative + semoir	128,11 €/ha
Broyeur à marteaux à axe horizontal	94,24 €/ha
Rouleau	36,07 €/ha
Charrue	130,58 €/ha
Rotavator	94,24 €/ha
Semoir	66,27 €/ha
Traitement	48,87 €/ha
Semences fourragères	153,85 €/ha
Outils à dents	72,28 €/ha
Outils à disque	77,28 €/ha

T:\074_chasse\004_CDCFS\seances_2022\26_04_2022_Degats\DecisionCDCFS_2mai2022_bareme-indemnisation_PrairieRessemis_SIGNE.odt

1

Réensemencement des principales cultures

Nature des interventions et denrées	Prix retenus
Herse rotative ou alternative + semoir	128,11 €/ha
Semoir	66,27 €/ha
Traitement	48,87 €/ha
Semoir à semis direct	75,83 €/ha
Semence certifiée de céréales	115,64 €/ha
Semence certifiée de maïs	189,91 €/ha
Semence certifiée de pois	216,85 €/ha
Semence certifiée de colza	104,75 €/ha
Semence fermière	50 % de la semence certifiée
Sorgho fourrager (prix maïs ensilage)	4,50 €/ha
Ray-gras anglais	80,00 €/ha
Ray-gras Italien	67,50 €/ha
Foin de luzerne	150,00 €/T

La présente décision est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Laval, le 2 mai 2022

Pour le préfet et par délégation,
La cheffe du service eau et biodiversité

signé

Judith DÉTOURBE

T:\074_chasse\004_CDCFS\seances_2022\26_04_2022_Degats\DecisionCDCFS_2mai2022_bareme-indemnisation_PrairieRessemis_SIGNE.odt

Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial

53-2022-05-03-00002

Arrêté portant délégation de signature à M. Eric
GERVAIS, directeur de la citoyenneté



**PRÉFET
DE LA MAYENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques et de l'appui territorial**
Bureau de la coordination administrative
et de l'appui territorial

Arrêté du - 3 MAI 2022

portant délégation de signature à M. Eric GERVAIS,
directeur de la citoyenneté,
à Mesdames et Messieurs les chefs de bureau
de la direction de la citoyenneté

**Le préfet de la Mayenne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,**

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

Vu le décret du Président de la République du 17 février 2021 portant nomination de M. Xavier LEFORT, préfet de la Mayenne à compter du 8 mars 2021,

Vu le décret n° 2013-876 du 30 septembre 2013, modifié, relatif à l'intégration de seize corps ministériels dans le corps interministériel des attachés d'administration de l'État et à l'ouverture de recrutements réservés dans ce corps,

Vu l'arrêté n° 14/0785/A du ministère de l'intérieur du 3 juin 2014 portant nomination et détachement d'un attaché principal d'administration de l'État dans un emploi fonctionnel de conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer,

Vu l'arrêté n° U14636600004375 du ministère de l'intérieur du 25 mars 2019 portant maintien en détachement dans un emploi fonctionnel,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Mayenne,

ARRETE

Article 1^{er} : dans le cadre des attributions de la direction de la citoyenneté, délégation est donnée à M. Eric GERVAIS, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, à l'effet de signer les pièces énumérées ci-après :

1° En général

- la correspondance générale portant sur des transmissions courantes,
- les copies de documents,
- les attestations,
- les récépissés de déclaration et visas,
- les accusés de réception entrant dans le cadre des attributions de la direction.

2° En particulier

A - Réglementation générale et élections

- les avertissements, les arrêtés portant/rapportant suspension du permis de conduire,
- les arrêtés portant modification des conditions de validité des permis de conduire à la suite d'examens médicaux,
- les autorisations d'animer les stages de sensibilisation à la sécurité routière,
- les agréments des centres de sensibilisation à la sécurité routière,
- les agréments des médecins hors commissions médicales chargés du contrôle de l'aptitude à la conduite,
- les agréments des médecins membres des commissions médicales chargées d'évaluer l'aptitude médicale à la conduite,
- les récépissés de remise des permis de conduire invalidés pour solde de points nul,
- les attestations préfectorales d'aptitude physique à la conduite des véhicules affectés au transport de personnes (article R. 221-10 du code de la route),
- les arrêtés portant autorisation d'épreuves sportives terrestres à moteur pour l'arrondissement de Laval,
- les arrêtés portant agrément des signaleurs des épreuves sportives de l'arrondissement de Laval,
- les arrêtés portant autorisation de manifestations nautiques et les avis à la batellerie pour l'arrondissement de Laval,
- les arrêtés portant homologation des circuits d'épreuves sportives à moteur pour l'arrondissement de Laval,
- les récépissés de déclarations d'épreuves sportives, de randonnées, et de boxe pour l'arrondissement de Laval,
- les agréments des gardiens de fourrière automobiles,
- les récépissés de déclarations de candidature (élections politiques et professionnelles),
- les ordres à payer du programme 232 (élections)
- les états liquidatifs du programme 232 (élections),
- les certificats administratifs du programme 232 (élections),
- les arrêtés portant composition des commissions de contrôle prévues par l'article L. 19 du code électoral,
- les récépissés de déclaration d'un mandataire financier,
- les habilitations des agents de police judiciaire adjoints et des gardes-champêtres à consulter le système d'immatriculation des véhicules et le fichier national des permis de conduire,
- les récépissés de prorogation d'une fondation d'entreprise,
- les agréments, les refus, les suspensions et les retraits d'agrément des commissaires de courses hippiques,
- les récépissés de déclaration d'organisation de courses hippiques,
- les récépissés de déclarations relatives à l'organisation d'une campagne d'appel à la générosité publique,
- les autorisations et les refus de création d'une entreprise de domiciliation d'entreprises, ainsi que les retraits d'autorisation.

B - Réglementation : bureau de la nationalité et du droit au séjour des étrangers

- les titres de séjour,
- les autorisations provisoires de séjour,
- les récépissés constatant le dépôt d'une demande de titre de séjour,

- les récépissés constatant la reconnaissance d'une protection internationale,
- les attestations de demandes d'asile,
- les visas apposés sur les passeports étrangers,
- les titres d'identité et de voyage,
- les documents de circulation pour étrangers mineurs,
- les attestations de dépôt des permis de conduire étrangers dans le cadre de la demande d'échange et les refus d'échange,
- les conventions d'accueil d'un ressortissant étranger en entreprise ou en université,
- les demandes de mesure conservatoire d'opposition à la sortie du territoire de mineur,
- les accords et les décisions de refus de regroupement familial,
- les accusés réception de remise volontaire de titres d'identité en vue d'un contrôle d'identité,
- les autorisations de travail délivrées aux mineurs non accompagnés étrangers confiés à l'ASE, sur le fondement des articles L. 5221-5 et R. 5221-22 du code du travail.

C - Réglementation : bureau de l'éloignement et du contentieux

- les mémoires et requêtes devant les tribunaux et cours administratives d'appel,
- les arrêtés portant placement en centre de rétention administrative,
- les informations au procureur de la République concernant les décisions de placement en rétention,
- les demandes de prolongation de rétention administrative,
- les appels de décisions des juges des libertés et de la détention,
- les arrêtés de création d'un local de rétention administrative,
- les mémoires en réponse auprès du juge des libertés et de la détention et auprès de la cour d'appel,
- les arrêtés portant décision de maintien en centre de rétention administrative,
- les retraits de titres de séjour,
- les refus de séjour,
- les obligations de quitter le territoire français,
- les décisions fixant les obligations de l'étranger pendant le délai de son départ,
- les décisions fixant le délai de départ,
- les interdictions de retour sur le territoire français,
- les décisions de modification ou de suppression d'un délai de départ volontaire,
- les décisions fixant le pays de destination,
- les décisions d'assignation à résidence,
- les réquisitions adressées aux forces de l'ordre,
- les arrêtés portant décision de transfert d'un demandeur d'asile vers un État de l'Union européenne, responsable de sa demande d'asile,
- les arrêtés portant remise d'un ressortissant étranger à un État de l'Union européenne,
- les interdictions de circulation sur le territoire français applicable aux ressortissants des États membres de l'Union européenne,
- les sauf-conduits et les refus de sauf-conduits,
- les laissez-passer européens,
- les refus de regroupement familial,
- les récépissés à la suite de la retenue de passeports ou de documents de voyage.

D - Réglementation : procédures environnementales et foncières

- pour les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation environnementale ou à enregistrement :
 - o les accusés de réception,
 - o les saisines des services pour avis,
 - o les arrêtés d'ouverture d'enquête publique, d'enquêtes publiques complémentaires et de prolongation d'enquêtes publiques,
 - o les arrêtés de consultation du public,
 - o les arrêtés de prorogation du délai de la phase de décision pour les ICPE (article R. 181-41 et R. 512-46-18 du code de l'environnement),
 - o les décisions portant reconnaissance du bénéfice des droits acquis,
 - o les décisions portant transfert d'une ICPE autorisée et récépissés pour une ICPE soumise à enregistrement,
 - o les attestations en cas d'avis tacite de l'autorité environnementale,
 - o les décisions relatives à la production ou non d'une étude d'impact dans le cadre de la procédure au cas par cas de l'article L. 122-1 IV du code de l'environnement,
 - o les récépissés de cessation d'activité pour une ICPE autorisée ou enregistrée,

- installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration :
 - o les preuves de dépôt (déclaration initiale (dont régularisation), déclaration de modification de l'installation, déclaration du changement d'exploitant, déclaration du bénéficiaire des droits acquis, notification de cessation d'activité),
 - o les demandes de pièces complémentaires,
- certificats de non classement ICPE,
- récépissés de déclaration pour l'activité de transport par route de déchets et pour l'activité de négoce et courtage de déchets,
- autres procédures notamment en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique ou pour servitudes d'utilité publique ou de classement et suppression de passages à niveau :
 - o arrêtés d'ouverture d'enquête publique,
- arrêtés d'ouverture d'enquêtes publiques organisées au nom de l'État et dans le cadre des procédures relatives aux installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) soumis à autorisation au titre de la législation sur l'eau et aux projets photovoltaïques,
- arrêtés portant autorisation de pénétrer (ou d'occupation temporaire) sur les propriétés privées,
- toutes correspondances, décisions et tous documents relevant des attributions du bureau des procédures environnementales et foncières.

Article 2 : en cas d'absence ou d'empêchement de M. Eric GERVAIS, directeur de la citoyenneté :

- Mme Véronique RENOUX-VIOU, attachée principale d'administration de l'État, chef du bureau de l'éloignement et du contentieux,
- M. Yann LE TIEC, attaché principal d'administration de l'État, chef du bureau de la réglementation générale et des élections,
- Mme Jocelyne CORNILLE, attachée d'administration de l'État, chef du bureau des procédures environnementales et foncières,
- Mme Laura FEDERICI, attachée d'administration de l'État, chef du bureau de la nationalité et du droit au séjour des étrangers,

sont désignés, dans l'ordre, pour signer les pièces énumérées à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 3 : en ce qui concerne leur bureau respectif, délégation de signature est donnée à :

- M. Yann LE TIEC, attaché principal d'administration de l'État, chef du bureau de la réglementation générale et des élections pour :
 - o les demandes de renseignements,
 - o les lettres de transmission,
 - o les accusés de réception divers,
 - o les notifications de décisions,
 - o les bordereaux d'envoi,
 - o les copies de documents,
 - o les arrêtés préfectoraux portant modification des conditions de validité des permis de conduire à la suite d'examen médicaux,
 - o les autorisations d'animer les stages de sensibilisation à la sécurité routière,
 - o les récépissés de remise des permis de conduire invalidés pour solde de points nul,
 - o les récépissés de déclaration en vue de réaliser l'examen psychotechnique prévu dans le cadre du contrôle médical de l'aptitude à la conduite,
 - o les attestations préfectorales d'aptitude physique à la conduite des véhicules affectés au transport de personnes (article R. 221-10 du code de la route),
 - o les récépissés de déclarations d'épreuves sportives et de randonnées pour l'arrondissement de Laval,
 - o les agréments des signaleurs des épreuves sportives de l'arrondissement de Laval,
 - o les récépissés provisoires de déclarations de candidature (élections politiques et professionnelles),
 - o les ordres à payer du programme 232 (élections),
 - o les états liquidatifs du programme 232 (élections),
 - o les certificats administratifs du programme 232 (élections),
 - o les certificats d'acquisition de produits explosifs,
 - o les habilitations des agents de police judiciaire adjoints et des gardes-champêtres à consulter le Système d'immatriculation des véhicules et le Fichier national des permis de conduire.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Yann LE TIEC, cette délégation sera exercée par Mme Claudine DUDOUE, secrétaire administrative de classe normale, adjointe au chef du bureau de la réglementation générale et des élections.

- Mme Laura FEDERICI, attachée d'administration de l'État, chef du bureau de la nationalité et du droit au séjour des étrangers, pour :

- les demandes de renseignements et d'enquêtes,
- les lettres de transmission,
- les accusés de réception divers,
- les notifications de décisions,
- les bordereaux d'envoi,
- les récépissés constatant le dépôt d'une demande de titre de séjour,
- les récépissés constatant la reconnaissance d'une protection internationale,
- les attestations de demande d'asile,
- les autorisations provisoires de séjour,
- les décisions relatives aux titres de séjour d'étrangers et aux titres d'identité et de voyage,
- les documents de circulation pour les étrangers mineurs,
- les visas de régularisation apposés sur les passeports étrangers,
- les attestations de dépôt des permis de conduire étrangers dans le cadre de la demande d'échange,
- les fiches d'irrecevabilité de demande de titre de séjour,
- les titres d'identité et de voyage,
- les accusés réception de remise volontaire de titres d'identité en vue d'un contrôle d'authenticité,
- les convocations pour examen de situation administrative,
- les réponses aux réquisitions diverses,
- les demandes d'autorisation de travail délivrées aux mineurs non accompagnés étrangers confiés à l'ASE.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Laura FEDERICI, cette délégation sera exercée par Mme Béatrice VILLEBRUN, attachée d'administration de l'État, adjointe.

Cette délégation pourra également être exercée par Mme Myriam BARTHEL, secrétaire administrative de classe supérieure, Mme Laëticia TRIPOTIN, secrétaire administrative de classe supérieure, Mme Mireille FORTIN, secrétaire administrative de classe supérieure, Mme Isabelle AMBROIS, secrétaire administrative de classe normale,

- o les récépissés constatant le dépôt d'une demande de titre de séjour à l'exception des demandes de renouvellement de récépissés,
- o les fiches d'irrecevabilité d'une demande de titre de séjour,
- o les remises de titres de séjour et de titres d'identité et de voyages,
- o les accusés réception de remise volontaire de titres d'identité en vue d'un contrôle d'authenticité.

Cette délégation pourra également être exercée par Mme Nathalie DUCHEMIN, adjointe administrative principale et Mme Alexandra GEMEUX, adjointe administrative pour :

- o les récépissés constatant le dépôt d'une demande d'asile,
- o les attestations de demandes d'asile,
- o les remises de titres d'identité et de voyages.

- Mme Véronique RENOUX-VIOU, attachée principale d'administration de l'État, chef du bureau de l'éloignement et du contentieux, pour :

- o les demandes de renseignements et d'enquêtes,
- o les lettres de transmission,
- o les accusés de réception divers,
- o les notifications de décisions,
- o les bordereaux d'envoi,
- o les informations au procureur de la République concernant les décisions de placement en rétention,
- o les sauf-conduits et les refus de sauf-conduits,
- o les laissez-passer européens,
- o les récépissés valant justificatif d'identité,

- o les convocations pour examen de situation administrative et pour notification,
- o les réponses aux réquisitions diverses.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Véronique RENOUX-VIOU, cette délégation sera exercée par M. Nicolas MULNET, attaché d'administration de l'État, adjoint.

Cette délégation pourra également être exercée par Mme Marie-Laurence DESAIX, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, Mme Isabelle HUIGNARD, adjointe administrative principale, pour les notifications :

- o d'arrêtés portant décision de transfert d'un demandeur d'asile vers un État de l'Union européenne, responsable de sa demande d'asile,
- o d'arrêtés portant remise d'un ressortissant étranger à un État de l'Union européenne,
- o d'interdictions de circulation sur le territoire français applicables aux ressortissants des États membres de l'Union européenne,
- o des obligations de quitter le territoire français,
- o des décisions fixant les obligations de l'étranger pendant le délai accordé pour son départ,
- o des interdictions de retour sur le territoire français,
- o des décisions fixant le délai de départ,
- o des décisions de modification ou de suppression d'un délai de départ volontaire,
- o des décisions fixant le pays de destination,
- o des décisions d'assignation à résidence,
- o des refus de séjour,
- o de convocations,
- o des récépissés à la suite de la retenue de passeports ou de documents de voyage.

- Mme Jocelyne CORNILLE, attachée d'administration de l'État, chef du bureau des procédures environnementales et foncières pour les actes énumérés à l'article 1^{er} 2^o C, à l'exception :

- des arrêtés d'ouverture d'enquête publique, d'enquête publique complémentaire et de prolongation d'enquête publique,
- des arrêtés de consultation du public,
- des arrêtés de prorogation du délai de la phase de décision pour les ICPE (article R. 181-41 et R. 512-46-18 du code de l'environnement),
- des arrêtés portant autorisation de pénétrer (ou d'occupation temporaire) sur les propriétés privées,
- des arrêtés portant indemnisation des commissaires-enquêteurs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Jocelyne CORNILLE, cette délégation sera exercée par Mme Laure MARTINEAU, secrétaire administrative de classe supérieure, adjointe au chef du bureau des procédures environnementales et foncières.

Article 4 : la signature, les prénom et nom ainsi que la qualité du chef de service délégataire et des fonctionnaires délégataires devront être précédées de la mention suivante :

"Pour le préfet et par délégation"

Article 5 : le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Mayenne.

Le préfet,



Xavier LEFORT

Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial

53-2022-05-03-00003

Arrêté portant délégation de signature en
matière administrative générale à Mme Isabelle
VALADE, directrice départementale des
territoires de la Mayenne

Arrêté du - 3 MAI 2022

portant délégation de signature en matière administrative générale à Mme Isabelle VALADE,
directrice départementale des territoires de la Mayenne

**Le préfet de la Mayenne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite**

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

Vu le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle Calédonie,

Vu le décret n° 2009-1484 du 03 décembre 2009, modifié, relatif aux directions départementales interministérielles,

Vu le décret n° 2019-1594 du 31 décembre 2019 relatif aux emplois de direction de l'État,

Vu le décret du Président de la République du 17 février 2021 nommant
M. Xavier LEFORT, préfet de la Mayenne à compter du 8 mars 2021,

Vu l'arrêté du Premier ministre et du ministre de l'intérieur en date du 10 août 2020 nommant
Mme Isabelle VALADE, directrice départementale des territoires de la Mayenne à compter du
24 août 2020,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Mayenne,

ARRETE

Article 1^{er} : délégation de signature est donnée à Mme Isabelle VALADE directrice départementale des territoires de la Mayenne, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et de ses compétences, les décisions afférentes aux matières énumérées dans la liste annexée au présent arrêté, à l'exception des circulaires aux maires et présidents d'établissements publics de coopération intercommunale, des correspondances avec les ministres, le président du conseil départemental et le président du conseil régional et des courriers aux organismes d'habitation à loyer modéré (HLM) relatifs aux notifications de programmation du logement social.

Article 2 : Mme Isabelle VALADE directrice départementale des territoires, peut pour l'ensemble des actes référencés, subdéléguer, sous sa responsabilité, sa signature à des fonctionnaires placés sous son autorité. Ces subdélégations seront adressées au préfet pour publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Mayenne.

Article 3 : la signature, les prénom et nom ainsi que la qualité du chef de service déléataire et des fonctionnaires déléataires devront être précédées de la mention suivante :

« Pour le préfet et par délégation ».

Article 4 : Toute disposition contraire au présent arrêté est abrogée

Article 5 : le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne et la directrice départementale des territoires de la Mayenne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Mayenne.

Le préfet,



Xavier LEFORT

Annexe à l'arrêté du **- 3 MAI 2022**
portant délégation de signature de Mme Isabelle VALADE,
directrice départementale des territoires de la Mayenne

Actes	Matières	Références à titre indicatif
A	<u>ADMINISTRATION GENERALE</u>	
A I	<i>Gestion des moyens : ensemble des décisions nécessaires à l'organisation et la gestion des moyens en personnels et fonctionnement, et notamment :</i>	
A I.1	Octroi des autorisations d'accomplir un service à temps partiel	Code général de la fonction publique Arrêté du 31 mars 2011 modifié
	<ul style="list-style-type: none"> - <u>fonctionnaires</u> : <ul style="list-style-type: none"> - mi-temps de droit pour raisons familiales ; - exercice des fonctions à temps partiel ; - exercice des fonctions à temps partiel pour donner des soins à son conjoint, à un enfant à charge ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne, ou victime d'un accident ou d'une maladie grave. 	Décret n° 82-624 du 20/07/1982 modifié
	<ul style="list-style-type: none"> - <u>agents non titulaires de l'État</u> : <ul style="list-style-type: none"> - travail à temps partiel. 	Décret n° 86-83 du 17/01/1986 modifié
	<ul style="list-style-type: none"> - <u>stagiaires de l'État</u> : <ul style="list-style-type: none"> - travail à temps partiel. 	Décret n° 94-874 du 07/10/1994 modifié
A I.2	Octroi des autorisations d'absence	Arrêté du 31 mars 2011 modifié
	autorisations spéciales d'absence pour l'exercice du droit syndical.	Décret n° 82-447 du 28/05/1982
	autorisations spéciales d'absence prévues au chapitre III alinéas 1-1, 1-2, 2-1 et 2-3 de l'instruction n° 7 du 23/03/1950 prise pour l'application du statut de la fonction publique, d'une part, pour la participation aux travaux des assemblées électives et des organismes professionnels et, d'autre part, pour événements de famille et en cas de cohabitation avec une personne atteinte de maladie contagieuse.	Code général des collectivités territoriales Instruction du 23 mars 1950 pour l'application des dispositions du statut général des fonctionnaires relatives aux congés annuels et autorisations exceptionnelles d'absence
	autorisations d'absence pour récupérations liées aux horaires variables.	Décret n° 2000-815 du 25/08/2000
	Autorisations spéciales d'absence « enfant malade »	Circulaire n°1475 du 20 juillet 1982 relative aux autorisations d'absence pouvant être accordées aux agents publics pour soigner un enfant malade ou pour en assurer momentanément la garde

	Autorisations d'absence pouvant être accordées à l'occasion des principales fêtes religieuses des différentes confessions	Circulaire du 10 février 2012 relative aux autorisations d'absence pouvant être accordées à l'occasion des principales fêtes religieuses des différentes confessions
	Autorisation spéciale d'absence en raison du décès d'un enfant de l'agent	Article L622-2 code général de la fonction publique
	Autres autorisations spéciales d'absence pour décès d'un autre membre de la famille proche	Article L622-1 du code général de la fonction publique
A I.3	Octroi des divers congés	Arrêté du 31 mars 2011 modifié
	<ul style="list-style-type: none"> - <u>fonctionnaires</u> : - congés annuels (dont congés bonifiés); - congés pour maternité ou adoption ; - congés de paternité en cas de naissance ou d'adoption - congé pour naissance d'un enfant ; - congés de formation professionnelle ; - congés pour formation syndicale ; - congés pour participer aux activités des organisations de jeunesse et d'éducation populaire, des fédérations et des associations sportives de plein air, légalement constituées, destinées à favoriser la préparation, la formation ou le perfectionnement de cadres et animateurs ; - congé de solidarité familiale ; - congés de présence parentale ; - Congé de proche aidant - congé pour l'accomplissement d'une période d'instruction militaire ou d'activité dans la réserve opérationnelle; - congés de représentation ; - Congés des agents candidats ou élus à un mandat parlementaire ou local ; 	<p>Code général de la fonction publique Décret n° 2005-1237 du 28/09/2005 Circulaire FP/4 n°1864 du 09/08/95 et loi n°84-16 article 34-5° du 11/01/84 Code général de la fonction publique Art. L215-2 du Code de l'action sociale et des familles et Instruction du 23 mars 1950 relative aux congés annuels et autorisations exceptionnelles d'absence des fonctionnaires Décret n°2007-1470 du 15 octobre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des fonctionnaires de l'État. Code général de la fonction publique</p> <p>Article L 3142-54 du code du travail et suivants</p> <p>Code général de la fonction publique (L633-1 et suivants) Code général de la fonction publique (L632-1 et suivants)</p> <p>Code général de la fonction publique (articles L634-1 et suivants)</p> <p>Circulaire du 2 août 2005 relative à l'emploi d'agents publics au sein de la réserve militaire art 34 11° de la loi de 1984 Décret n° 2005-1237 du 28/09/2005 Article L3142-79 à article L3142-88 du Code du travail</p>
	<ul style="list-style-type: none"> - <u>stagiaires de l'État</u> : - congés annuels ; - congés pour raisons personnelles ou familiales ; 	<p>Décret n° 94-874 du 07/10/1994 modifié</p> <p>Arrêté du 31 mars 2011 modifié</p>

	<ul style="list-style-type: none"> - <u>agents non titulaires de l'État</u> : - congés annuels ; - Congés de repos au titre de l'aménagement et de la réduction du temps de travail - congés de formation syndicale ; - congés de formation professionnelle ; - congés pour formation de cadres t d'animateurs pour la jeunesse ; - congés pour bilan de compétence - congés pour validation des acquis de l'expérience - congés de représentation - Congés non rémunérés pour raisons familiale ou personnelles - congé maternité - congé paternité - congé accueil de l'enfant ou adoption - congé de solidarité familiale ; - congés de présence parentale ; - congé de proche aidant - Autorisation spéciale d'absence en raison du décès d'un enfant de l'agent - Autres autorisations spéciales d'absence pour décès d'un autre membre de la famille proche 	<p>Décret n° 86-83 du 17/01/1986 modifié</p> <p>Code général de la fonction publique</p>
A I.4	Affectations	
	- Supprimé	
	- décisions qui entraînent ou n'entraînent pas un changement de résidence pour les personnels de catégorie C du ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement (personnel à gestion locale ou déconcentrée).	
A I.5	Réintégration des fonctionnaires, stagiaires, agents non titulaires lorsqu'elle a lieu dans le service d'origine dans les cas suivants :	Arrêté du 31 mars 2011

	au terme d'une période de travail à temps partiel ;	Décret n° 86-442 du 14/03/1986
A I.6	<p>Recrutement d'un agent contractuel de droit public dans les conditions prévues par les articles 4,6,6 quater, 6 quinquies, 6 sexies et 7 bis de la loi du 11 janvier 1984 susvisée, pour les contrats d'une durée inférieure ou égale à trois ans et leurs avenants qui respectent les référentiels de rémunération mis en œuvre dans le cadre des arrêtés ministériels pris en application de l'article 105 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.</p> <p>Licenciement durant la période d'essai pour les contrats mentionnés au même item A.I.6</p> <p>Autorisation de prolongation d'activité au-delà de la limite d'âge pour les contrats mentionnés au même item A.I.6.</p>	<p>Articles L. 332-2, L. 332-3, L. 332-6, L. 332-7, L. 332-22, L. 332-28 et L. 332-24, L. 332-25, L. 332-26 et L. 332-28 du code général de la fonction publique</p> <p>Arrêté du 31 mars 2011 portant déconcentration des décisions relatives à la situation individuelle des fonctionnaires et agents non titulaires exerçant leurs fonctions dans les directions départementales interministérielles</p>
A I.7	<p>Intérim</p> <p>décision chargeant de l'intérim les fonctionnaires de catégorie B et les fonctionnaires de catégorie A dans la limite où cet intérim doit être assuré en sus des fonctions normales de l'agent, c'est-à-dire :</p> <p>sans modification de son affectation organique principale ;</p> <p>dans la mesure où il concerne un poste effectivement vacant à l'organigramme.</p>	
A I.8	<p>Corps des dessinateurs, des agents administratifs et des adjoints administratifs du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer</p> <p>ensemble des décisions de recrutement et de gestion à l'exception des décisions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ établissement des tableaux d'avancement et des listes d'aptitudes ; ○ octroi des congés qui nécessitent l'avis du comité médical supérieur ; ○ détachement lorsque celui-ci doit être prononcé par arrêté interministériel ou après l'accord d'un ou de plusieurs ministres ; ○ mise en position hors cadres et mise à disposition ; ○ recrutement sur contrat de travailleurs handicapés (loi n° 87-517 du 10/07/1987). 	<p>Arrêté du 04/04/1990</p> <p>Décret n°2006-1760 du 23 décembre 2006</p> <p>Décret n° 70-606 du 02/07/1970 modifié</p>
A I.9	supprimé	
A I.10	Nomination et gestion des agents d'exploitation des TPE et des chefs d'équipe d'exploitation des TPE (routes/bases aériennes)	Décret n° 91-393 du 25/04/1991 modifié
A I.11	Supprimé	
A I.12	Décisions prononçant, en matière disciplinaire, les sanctions des 1^{er}, 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} groupes et pour insuffisance professionnelle en ce qui concerne les personnels à gestion déconcentrée	Code général de la fonction publique

A I.13	Décisions prononçant la cessation progressive d'activité des fonctionnaires à gestion déconcentrée	Décret n° 95-179 du 20/02/1995 Loi n° 2003-775 du 21/08/2003
A I.14	Ordres de missions <ul style="list-style-type: none"> • ordres de missions internationaux. • ordres de missions sur le territoire national : <ul style="list-style-type: none"> • pour la participation à des actions de formation ; • pour l'exercice des autres activités du service. 	Décret n° 86-416 du 12/03/1986 Décret n° 90-437 du 28/05/1990
A I.15	Attribution et gestion des postes relevant de la nouvelle bonification indiciaire <ul style="list-style-type: none"> ➤ décisions prononçant les emplois éligibles à la NBI et le nombre de points attribués à chacun d'eux. ➤ décisions individuelles portant attribution des points aux titulaires des postes mentionnés dans l'arrêté déterminant les postes éligibles. ➤ 	Décrets n° 2001-1161 et n° 2001-1162 du 07/12/2001 Arrêtés du 07/12/2001
A I.16	Constatation et liquidation des droits des victimes d'accidents de travail	Loi n° 46-2426 du 30/10/1946 Décret n° 72-154 du 24/02/1972 modifié
A I.17	Décisions individuelles relatives au maintien dans l'emploi en cas d'exercice du droit de grève	Loi n° 63-777 du 31/07/1963 Circulaire du 03/03/1965 Note du ministère de l'environnement et du cadre de vie du 26/01/1981
A I.18	Mise à disposition des fonctionnaires et agents non-titulaires mise à disposition de droit des fonctionnaires et des agents non-titulaires de l'État, à titre individuel, pour les services ou parties de services qui participent à l'exercice des compétences de l'État transférées aux collectivités territoriales.	Loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales, article 105 Loi n° 86-351 du 6 mars 1986 modifié par le décret n° 2006-666 du 06/06/2006
A I.19	Décision prononçant le détachement sans limitation de durée décision prononçant le détachement sans limitation de durée des fonctionnaires de l'État auprès d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales.	Décret n°2005-1785 du 30 décembre 2005 relatif au détachement sans limitation de durée de fonctionnaires de l'État en application de l'article 109 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, notamment son article 2 (1°) Arrêté du 16 mars 2007 portant déconcentration des actes de détachement sans limitation de durée
A I.20	Supprimé	

A I. 21	Autorisation d'exercice d'une activité accessoire dans le cadre d'un cumul d'activité	Décret n° 2020-69 du 30 janvier 2020 relatif aux contrôles déontologiques dans la fonction publique
A.II	Gestion du patrimoine : les actes de gestion du patrimoine mobilier et immobilier des services, délégation pour signature des pièces relatives à l'engagement de l'État	
A III	Affaires foncières	
	<ul style="list-style-type: none"> - tous les actes incombant à l'expropriant, dans le cadre de la mise en œuvre et de la poursuite de la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique des terrains au profit de l'État, à l'exclusion des arrêtés d'ouverture de l'enquête, de déclaration d'utilité publique, de cessibilité ou de création de servitude. 	Code de l'expropriation pour utilité publique
AMÉNAGEMENT ET PLANIFICATION		
B I	Documents de planification	
	<ul style="list-style-type: none"> - porter à connaissance des CC, PLU et SCOT. 	Articles L.132-2 et R. 132-1 du code de l'urbanisme
B II	Zone d'Aménagement Différé	Articles L. 212-1 à L 212-5 et R 212-1 à R 212-6 du code de l'urbanisme
B II.1	supprimé	
B II.2	<ul style="list-style-type: none"> - Transmission des copies au maire, au conseil supérieur du notariat, à la chambre départementale des notaires, aux barreaux constitués près des tribunaux de grande instance. 	Articles R212-2 et R. 212-2.1 du code de l'urbanisme
B III	Contrôle de légalité des actes d'urbanisme	
B III.1	<ul style="list-style-type: none"> - Courriers de demande de pièces complémentaires en matière de contrôle de légalité des actes d'urbanisme dans le département 	Article L.2131-1 et suivants du code général des collectivités territoriales
B III.2	<ul style="list-style-type: none"> - Certificats de non-recours relatifs au contrôle de légalité des actes d'urbanisme dans le département 	
B III.3	<ul style="list-style-type: none"> - Accusé de réception, par tous moyens, des documents d'urbanisme transmis au contrôle de légalité 	
APPLICATION DU DROIT DES SOLS		
CI	Autorisations d'urbanisme : (dont lotissements pour les permis d'aménager et les déclarations préalables)	

C I.1	<ul style="list-style-type: none"> - Permis de construire, d'aménager ou de démolir, et déclaration préalable, dans le cas d'une « compétence préfet », c'est-à-dire dans les cas listés à l'article R 422-2: - - « Le préfet est compétent pour délivrer le permis de construire, d'aménager ou de démolir et pour se prononcer sur un projet faisant l'objet d'une déclaration préalable dans les communes visées au b de l'article L. 422-1 et dans les cas prévus par l'article L. 422-2 dans les hypothèses suivantes : - - a) Pour les projets réalisés pour le compte d'États étrangers ou d'organisations internationales, de l'État, de ses établissements publics et concessionnaires ; - b) Pour les ouvrages de production, de transport, de distribution et de stockage d'énergie lorsque cette énergie n'est pas destinée, principalement, à une utilisation directe par le demandeur ; - c) Pour les installations nucléaires de base ; - d) Pour les travaux qui sont soumis à l'autorisation du ministre de la défense ou du ministre chargé des sites ou en cas d'évocation par le ministre chargé de la protection de la nature ou par le ministre chargé des monuments historiques et des espaces protégés. - e) En cas de désaccord entre le maire et le responsable du service de l'État dans le département chargé de l'instruction mentionné à l'article R.423-16 ; - f) Pour les ouvrages, constructions ou installations mentionnées à l'article L. 2124-18 du code général de la propriété des personnes publiques ; - g) Pour les constructions à usage de logement situées dans les secteurs arrêtés par le préfet en application du deuxième alinéa de l'article L. 302-9-1 du code de la construction et de l'habitation ; - - Le préfet peut déléguer sa signature au responsable du service de l'État dans le département chargé de l'instruction ou à ses subordonnés, sauf dans le cas prévu au e ci-dessus ; - - NOTA : conformément à l'article 8 du décret n°2015-482 du 27 avril 2015, les dispositions de l'article R. 422-2, dans leur rédaction résultant du 8° de l'article 4 du présent décret, ne s'appliquent qu'aux demandes d'autorisation déposées à compter du 1^{er} juillet 2015 » - - <i>nota 1: En cas de désaccord entre le maire et le responsable du service de l'État dans le département chargé de l'instruction mentionné à l'article R. 423-16 (le directeur départemental des territoires), le préfet est <u>seul</u> compétent. Il ne peut pas déléguer sa signature au responsable du service de l'État dans le département chargé de l'instruction ou à ses subordonnés.</i> 	<p>Articles L. 422-1 et L. 422-2 du code de l'urbanisme</p> <p>Articles R. 422-1 et R. 422-2 du code de l'urbanisme</p>
-------	--	---

C I.1-1	- décisions sur permis de construire, d'aménager ou de démolir, et pour se prononcer sur un projet faisant l'objet d'une déclaration préalable dans le cas d'une « compétence préfet ».	
C I.1-2	- demande de pièces complémentaires.	Article R. 423-38 du code de l'urbanisme
C I.1-3	- notification de majoration des délais d'instruction d'un permis.	Article R. 423-42 du code de l'urbanisme
C I.1-4	- modification de la date limite fixée pour la décision.	Article R. 423-42 du code de l'urbanisme
C I.1-5	- délivrance du certificat d'urbanisme ou de permis de construire tacite ou de non- opposition à déclaration préalable.	Article R. 424-13 du code de l'urbanisme
C I-2	- Certificat d'urbanisme , dans les cas de « compétence préfet » listés au C-I-1.	
C I-2-1	- délivrance du certificat d'urbanisme .	Article R. 410-11 du code de l'urbanisme Article R. 422-2 du code de l'urbanisme
C I-3	- Achèvement de travaux , dans les cas de « compétence préfet » listés au C-I-1. -	Article R. 422-2 du code de l'urbanisme
C I-3-1	- décision de contestation de conformité de travaux. -	Article R. 462-6 du code de l'urbanisme
C I-3-2	- mise en demeure de déposer un dossier modificatif ou de mettre en conformité les travaux avec l'autorisation accordée.	Article R. 462-9 du code de l'urbanisme
C II	- Divers dans les cas de « compétence préfet » listés au C-I-1.	
C II-1	- Décision pour les immeubles de grande hauteur au sens de l'article L. 122-1 du code de la construction et de l'habitation dans les conditions prévues à l'article R. 425-14 du code de l'urbanisme	Articles L. 425-2 et R. 425-14 du code de l'urbanisme
C II-2	- Décision lorsqu'il est imposé au constructeur le paiement de la participation prévue à l'article L. 332-6 ou au lotisseur l'obligation de participer financièrement aux dépenses d'équipements publics au titre de l'article L. 332-15 du code de l'urbanisme	Articles L. 332-6, L. 332-6-1, L.332-8, L. 332-15 et L. 424-6 du code de l'urbanisme.
C II-3	- Décision dans les cas prévus à l'article R. 421-38.8 du code de l'urbanisme si tous les avis sont concordants, sauf si la construction se trouve à l'intérieur d'un site inscrit	Article R. 422-2 d) du code de l'urbanisme
C II-4	- Décision de sursis à statuer sur les demandes d'autorisations d'urbanisme pour l'exécution de travaux publics	Articles L. 132-2 et R 132-1 du code de l'urbanisme
C II-5	- Attestation de non-retrait et de non-recours concernant les autorisations d'urbanisme délivrées par l'État concernant les installations de production d'énergie renouvelable	

C III	- <i>Avis conformes</i>	
C III-1	- Avis conforme du préfet sur les demandes de permis ou les déclarations préalables postérieures à une annulation par voie juridictionnelle ou à une abrogation d'une carte communale, d'un plan local d'urbanisme ou d'un document d'urbanisme en tenant lieu, ou à une constatation de leur illégalité par la juridiction administrative ou l'autorité compétente et lorsque cette décision n'a pas pour effet de remettre en vigueur un document d'urbanisme antérieur	Article L.422-6 du code de l'urbanisme
C IV	- Contrôle de légalité des actes d'urbanisme	
C IV.1	- Courriers de demande de pièces complémentaires en matière de contrôle de légalité des actes d'urbanisme dans le département	Article L.2131-1 et suivants du code général des collectivités territoriales
C IV.2	- Certificats de non-recours relatifs au contrôle de légalité des actes d'urbanisme dans le département	
C IV.3	- Accusé de réception, par tous moyens, des actes transmis au contrôle de légalité des actes d'urbanisme	
D	<u>FISCALITÉ</u>	
	- <i>La délivrance de certificats portant sur l'exonération des droits de mutation à titre gratuit et l'impôt de solidarité sur la fortune</i>	Articles 793 et 885 H du code général des impôts
E	<u>HABITAT-CONSTRUCTION</u>	
E I.	- <i>Prime de déménagement et de réinstallation</i>	Articles L. 631-1 et suivants et R. 631-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation
E II	- <i>Liquidation et mandatement des primes complémentaires de déménagement</i>	Articles L. 631-1 et suivants et R. 631-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation
E III	- <i>Règlement de l'indemnité de réquisition au nom de l'État en cas de défaillance du bénéficiaire</i>	Article L. 641-8 du code de la construction et de l'habitation
E IV	- <i>Autorisation de transformation et changement d'usage des locaux</i>	Articles L. 631-7 et R. 631-4 du code de la construction et de l'habitation
E V	- <i>Décision de maintien et de transfert des prêts relatifs à l'accession à la propriété</i>	Article D. 331-59 du code de la construction et de l'habitation
E VI	- <i>Décision d'annulation des prêts relatifs à l'accession à la propriété</i>	Article D. 331-47 du code de la construction et de l'habitation
E VII	- <i>Décision favorable à l'octroi des subventions et prêts relatifs au logement locatif social</i>	Article D. 331-6 du code de la construction et de l'habitation

<i>E VIII</i>	- <i>Décision de subventions à l'amélioration des logements locatifs sociaux</i>	Article D. 323-5 du code de la construction et de l'habitation
<i>E IX</i>	- <i>Décision d'annulation de la décision favorable à l'octroi de subvention ou de prêt relatifs au logement locatif social</i>	Article D. 331-7 du code de la construction et de l'habitation
<i>E X</i>	- <i>Autorisation de financement complémentaire pour les organismes HLM (constructions neuves et PALULOS)</i>	
<i>E XI</i>	- <i>Signature des conventions conclues entre l'État et le propriétaire bailleur en application des articles L.831-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation</i>	article L.831-1 et s. du code de la construction et de l'habitation
<i>E XII</i>	- <i>Décision de prorogation de délais pour déclarer l'achèvement des travaux en cas d'octroi de subventions et de prêts relatifs au logement locatif social</i> -	art D331-7 du code de construction et l'habitation
<i>E XIII</i>	- <i>Décision de prorogation de délais pour déclarer l'achèvement des travaux en cas d'octroi de prêts relatifs à l'accession à la propriété</i>	R. 331-47 du code de la construction et de l'habitation
<i>E XIV</i>	- <i>Autorisation de location dans le cadre d'un prêt relatif à l'accession à la propriété en cas de cessation d'occupation due à des raisons professionnelles ou familiales pour un bail de 6 ans ou le renouvellement d'un bail de 3 ans.</i>	Article R. 331-41(1°) du code de la construction et de l'habitation
<i>EXV</i>	- <i>Signature des courriers relatifs au contrôle du respect des règles de construction</i>	Article L.151-1 du code de la construction et de l'habitation
<i>E XVI</i>	- <i>Accessibilité :</i> - dérogations accordées pour non respect des règles d'accessibilité des établissements recevant du public, des logements et de la voirie et espace public ; - approbation d'Agendas d'accessibilité programmée (Ad'aP) ainsi que toutes pièces liées à leur instruction, suivi et contrôle ;	Article R.111-18 et suivants et article R.111-19 et suivants du code de la construction et de l'habitation décret n° 2006-1657 du 21 décembre 2006 relatif à l'accessibilité de la voirie et des espaces publics
<i>E XVII</i>	- <i>Cession de logements sociaux :</i> - <i>Autorisation de vente des logements sociaux</i>	Articles L.443-7 à L443-15-5 et R.443-10 à R.443-17-1 du code de la construction et de l'habitation
F	<u>ENVIRONNEMENT – DÉVELOPPEMENT RURAL</u>	
<i>FI</i>	- <i>Développement rural</i>	
	- supprimé	
<i>F II</i>	<i>Aménagement foncier (abrogé)</i>	

F III	Mise en valeur des terres incultes	<p>Article L. 125-3 du code rural et de la pêche maritime</p> <p>Article L. 125-3 du code rural et de la pêche maritime</p>
F IV	Forêt	<ul style="list-style-type: none"> - fixation des seuils de surface en matière de reconstitution après coupe rase ; Article L.124-6 du code forestier - fixation du seuil de surface en matière de coupe dans les forêts ne présentant pas une des garanties de gestions durable mentionnées à l'article L.124-1 à L.124-3 du code forestier ; Article L.124-5 du code forestier Article R.312-1 du code forestier Article L.342-1 du code forestier et suivants - fixation de la surface minimum à partir de laquelle une propriété forestière doit être gérée conformément à un plan simple de gestion agréé par le Centre Régional de la Propriété Forestière (CRPF); Article L214-13 du code forestier Article L 341-1 et suivants du code forestier - fixation des seuils en matière de défrichement ; - - décisions d'autorisation en matière de défrichement : - - des bois et forêts de collectivités ou personnes morales mentionnées à l'article L. 141-1 du code forestier pour les opérations qui portent sur des superficies inférieures à un hectare ; Article L 341-1 et suivants du code forestier - - portant sur des terrains forestiers de particuliers (y compris ceux parcourus en tout ou partie par un incendie, durant les quinze dernières années précédant l'année de la demande) ; Article L 341-9 du code forestier article 1123-1 du CG3P et suivant Instruction technique DGPE/SDFCB/2015-1044 - décisions ordonnant la remise en nature de bois d'un terrain en cas de défrichement illicite ; Circulaire du 03/04/2003 DGFAR/SDFB/ C2003-5002 - autorisations d'incorporation au domaine forestier de biens vacants et sans maîtres en nature de bois et forêts attribués à l'État ; Article L233-8 du code forestier - distractions du régime forestier des terrains de collectivités ou personnes morales mentionnées à l'article L. 141-1 du code forestier pour des superficies inférieures à un hectare ; Article L337-7 du code forestier Article D332-12 du code forestier article L332-4 du code forestier - refus opposés aux demandes de la majorité des assemblées représentatives des membres d'un groupement syndical forestier sollicitant qu'un décret prononce la dissolution administrative des coupes de bois en forêt privé Arrêté du 18 juin 1973 instituant un régime spécial d'autorisation administrative des coupes de bois en forêt privé - décisions refusant à une association syndicale de gestion Article R-126-36 CRPM

	<p>forestière l'adhésion à une société coopérative ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - décisions relatives au règlement d'exploitation dans les forêts de protection ; - décisions concernant les coupes dans les forêts soumises au régime spécial d'autorisation administrative (RSAA) ; - les décisions portant protection de boisements linéaires, haies et plantations d'alignements ; 	
F V	Espèces protégées et Natura 2000	
	<ul style="list-style-type: none"> - subventions du budget de l'État pour les contrats Natura 2000 et pour les conventions de financement de l'animation des sites Natura 2000 (propositions d'engagement et de désengagement comptable et juridique, proposition de paiement, refus, annulation, modification, transfert, notification etc) ; - Tous actes ou correspondances relatifs à l'évaluation des incidences Natura 2000 - décisions portant autorisation à titre dérogatoire de transfert d'espèces, de destruction d'espèces protégées et/ou de leur habitat ; - décisions relatives aux rapports de manquement et de mises en demeure en ce que ces actes relèvent de la compétence du préfet ; - actes relatifs à la procédure de transaction pénale dans le domaine des espèces protégées et de Natura 2000 ; - Décisions relatives à la capture et au relâcher d'espèces - arrêtés autorisant la limitation des grands cormorans ; - arrêté fixant la liste des secteurs dans lesquels la présence de la loutre d'Europe et du castor d'Eurasie est avérée. 	<p>circulaire DNP SDEN n°2004-3 du 24 décembre 2004</p> <p>articles L. 414.1 à L. 414.7 et R. 414-1 à R. 414-29 du Code de l'environnement</p> <p>Article R411-6, et Article L411-2 du code de l'environnement</p> <p>Code de l'environnement</p> <p>Article L173-12 du code de l'environnement</p> <p>Articles L411-1 et suivants du code de l'environnement</p> <p>Arrêté du 26 novembre 2010 fixant les conditions et limites dans lesquelles des dérogations aux interdictions de destruction peuvent être accordées par les préfets concernant les grands cormorans</p> <p>Arrêté du 2 septembre 2016 relatif au contrôle par la chasse des populations de certaines espèces non indigènes et fixant, en application de l'article R. 427-6 du code de l'environnement, la liste, les périodes et les modalités de destruction des espèces non indigènes d'animaux classés nuisibles sur l'ensemble du territoire métropolitain</p>
F VI	Chasse et faune sauvage	
	<ul style="list-style-type: none"> - arrêtés généraux, décisions individuelles d'attribution ou de refus, notifications des plans de chasse ; - autorisations de chasse en périodes complémentaires 	<p>Arrêté du 11 février 2020 relatif à la mise en œuvre du plan de chasse et au marquage du gibier</p> <p>Art. R. 424-8 code de l'environnement</p>

	<ul style="list-style-type: none"> - arrêtés relatifs aux battues administratives et chasses particulières ; - arrêtés de lâchés et de reprises de gibier vivant ; - agréments des piégeurs ; - autorisations individuelles de l'utilisation des collets ; - autorisations de destruction à tir d'espèces nuisibles y compris dans les réserves ; - - - autorisations de détention, transport et utilisation de rapaces pour la chasse au vol ; - autorisations de destruction des animaux pouvant causer des atteintes graves à la sécurité aérienne dans les lieux où elle est menacée ; - attestation de meutes pour le déterrage et la courre ; - arrêtés autorisant l'ouverture d'établissement d'élevage de gibier, de vente ou de transit dont la chasse est autorisée ; - arrêtés délivrant le certificat de capacité d'élevage des 	<p>Article L. 425-6 du code de l'environnement</p> <p>Article L. 427-6 du code de l'environnement</p> <p>Articles R. 411-1 à R. 411-14 du code de l'environnement</p> <p>Arrêté du 7 juillet 2006 portant sur l'introduction dans le milieu naturel de grand gibier ou de lapins et sur le prélèvement dans le milieu naturel d'animaux vivants d'espèces dont la chasse est autorisée</p> <p>Arrêté du 29 janvier 2007 fixant les dispositions relatives au piégeage des animaux classés nuisibles en application de l'article L. 427-8 du code de l'environnement.</p> <p>Arrêté du 29 janvier 2007 fixant les dispositions relatives au piégeage des animaux classés nuisibles en application de l'article L. 427-8 du code de l'environnement.</p> <p>Arrêté du 1 août 1986 relatif à divers procédés de chasse, de destruction des animaux nuisibles et à la reprise du gibier vivant dans un but de repeuplement</p> <p>Circulaire du 17 mai 2005 relative à la détention, transport et utilisation de rapaces pour la chasse au vol</p> <p>Article R427-5</p> <p>Arrêté du 18 mars 1982 relatif à l'exercice de la vénerie</p> <p>Arrêté du 12 décembre 2000 fixant les diplômes et les conditions d'expérience professionnelle requis par l'article R. 413-5 du code de l'environnement pour la délivrance du certificat de capacité pour</p>
--	---	---

	<p>gibiers dont la chasse est autorisée ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - arrêtés concernant l'entraînement de chiens ; - fêtes de la chasse avec démonstration de chasse sous terre ou de chasse au chien d'arrêt ; - organisations de " field-trials " ou d'épreuves de chasse pour chiens courants ou concours de chasse sous terre ; - arrêtés relatifs à la capture définitive de gibier mort à des fins scientifiques ; - autorisations de capture de gibier dans les réserves de chasse et de faune sauvage ; - autorisations de transport et d'exposition d'espèces protégées naturalisées ; - arrêtés autorisant l'emploi des sources lumineuses pour les comptages de gibier ; - livrets journaliers des gardes de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS) ; - arrêtés fixant les dates annuelles d'ouverture et de fermetures des colombiers. - - décisions relatives aux rapports de manquement et de mises en demeure en ce que ces actes relèvent de la compétence du préfet ; - actes relatifs à la procédure de transaction pénale dans le domaine de la chasse et de la faune sauvage. - Décisions de capture, prélèvement, garde destruction de spécimens d'espèces mentionnées aux articles L. 411-5 ou L. 411-6 du code de l'environnement - arrêtés fixant le barème départemental d'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures ; 	<p>l'entretien d'animaux d'espèces non domestiques</p> <p>Arrêté du 21 janvier 2005 fixant certaines conditions de réalisation des entraînements, concours et épreuves de chiens de chasse.</p> <p>Article R. 421-23 du code de l'environnement</p> <p>Titre VII du livre I du code de l'environnement</p> <p>Article L.173-12 du code de l'environnement</p> <p>Articles L411-5, L411-6, L411-8, R411-46 et R411-47 du code de l'environnement</p>
F VII	Protection des végétaux	
	<ul style="list-style-type: none"> - arrêtés relatifs à la lutte contre les ennemis des cultures ; - agrément des groupements de défense contre les ennemis des cultures ; - agrément annuel des entreprises de fumigation. 	<p>Arrêté du 30 juillet 1970 lutte obligatoire contre les ennemis des cultures</p> <p>Arrêté du 4 août 1986 relatif aux conditions générales d'emploi de certains fumigants en agriculture et dispositions particulières visant le</p>

	-	bromure de méthyle, le phosphore d'hydrogène et l'acide cyanhydrique
G	- <u>POLICE DE L'EAU ET DE LA PÊCHE</u>	
GI	Police de l'eau	
	<ul style="list-style-type: none"> - Instruction des dossiers relatifs aux aménagements connexes liés aux actes d'aménagement foncier rural - Déclaration, déclaration d'existence, et modification : <ul style="list-style-type: none"> - réception des demandes, instruction et délivrance des récépissés, de déclaration, des déclarations d'existence, des demandes de modification de déclaration au titre de la police de l'eau ; - prescriptions particulières pouvant être imposées au déclarant et opposition à déclaration ; - délivrance des actes de déclaration et des déclarations de cessation définitive ou temporaire d'exploitations soumises à autorisation ou déclaration. - Autorisation pour les ouvrages, travaux et activités : <ul style="list-style-type: none"> - réception, instruction des demandes d'autorisation au titre de la police de l'eau dans sa phase préalable à la procédure d'enquête publique, ainsi que réception et instruction des demandes d'autorisation temporaire, déclaration d'existence soumises au régime de l'autorisation - prolongation de l'instruction préalable à l'enquête publique des demandes d'autorisation pour les installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation - prolongation du délai pour prendre une décision à l'issue de la transmission du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, pour les projets soumis à autorisation - notification du projet d'arrêté 	<p>Art. R.121-29 du code rural et de la pêche maritime</p> <p>Art. L.214-1 à L.214-11, R.214-32 à R.214-40, R.214-53 du code de l'environnement</p> <p>Pour les dossiers déposés avant le 1^{er} mars 2017 (fin d'instruction) :</p> <p>Décret n° 2014-751 du 1^{er} juillet 2014 portant application de l'ordonnance n° 2014-619 du 12 juin 2014 (autorisation unique)</p> <p>Pour les dossiers déposés entre le 1^{er} mars et le 30 juin 2017 (au choix du pétitionnaire) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit les articles L.214-1 et suivants et R.214-1 et suivants du code de l'environnement (autorisation classique loi sur l'eau) - soit les articles L.181-1 et suivants, R.181-1 et suivants, D.181-15-1 et suivants du code de l'environnement (autorisation environnementale) <p>Pour les dossiers déposés à compter du 1^{er} juillet 2017 :</p> <p>Art. L.181-1 et suivants, R.181-1 et suivants, D.181-15-1 et suivants et R.214-18-1 du code de l'environnement (autorisation environnementale)</p> <p>Pour les dossiers déposés avant le 1^{er} mars 2017 (fin d'instruction) :</p> <p>Décret n° 2014-751 du 1^{er} juillet 2014 portant application de l'ordonnance</p>
	Délivrance de l'arrêté d'autorisation pour les installations, ouvrages travaux dont la demande n'est pas examinée en CODERST (conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques)	Pour les dossiers déposés avant le 1 ^{er} mars 2017 (fin d'instruction) : <p>Décret n° 2014-751 du 1^{er} juillet 2014 portant application de l'ordonnance</p>

	n° 2014-619 du 12 juin 2014 (autorisation unique)
	Pour les dossiers déposés à compter du 1 ^{er} mars 2017 :
	Art. L.181-1 et suivants, R.181-1 et suivants, Art. D.181-15-1 et suivants, R.214-18-1 du code de l'environnement (autorisation environnementale)
Prescriptions complémentaires, modification, renouvellement d'autorisation, transfert de bénéficiaire	Art. R.181-45 à R.181-49 code de l'environnement
Réception et instruction des demandes de déclaration d'intérêt général au titre de la police de l'eau, à l'exception de la phase d'enquête publique	Art. L.211-7, R.214-88, R.214-91, R.214-99, R.214-101 et R.214-102 du code de l'environnement
Édiction des arrêtés de mesures d'urgence en cas d'accident, d'incident ou de pollution des eaux, notamment dans les cours d'eau non domaniaux	
Délivrance, retrait, modification, des agréments des vidangeurs de l'assainissement non collectif et suivi de leur activité.	Art. L. 211-5, L.215-7 et R.214-44 du code de l'environnement Arrêté ministériel du 7 septembre 2009, modifié par l'arrêté ministériel du 3 décembre 2010
Décisions relatives à la cartographie des cours d'eau	
Décisions relatives à la continuité écologique	Art. L.215-7-1 du code de l'environnement
Décisions relatives aux droits d'eau	Art. L.214-17 du code de l'environnement
Actes relatifs aux conventions conclues entre le parquet la préfecture, l'OFB relatifs à la police judiciaire dans le domaine de l'eau	Art. L.214-6 du code de l'environnement
Actes relatifs aux mesures de police administrative (rapports de constatations, mises en demeure)	Protocole d'accord relatif au traitement des atteintes à l'environnement du 9 mars 2016
PAGE 13	
Actes relatifs à la procédure de la transaction pénale dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques	Art. L.171-1 à L.171-12 du code de l'environnement.
Actes relatifs à la procédure de la transaction pénale dans le domaine de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques	Art. L.173-12 du code de l'environnement
Décisions individuelles prises en application des articles R.211-80 à R.211-85 du code de l'environnement et des arrêtés préfectoraux pris en application de ces articles (programmes d'action, résorption)	Art. L.205-10 et suivant et R.205-3 du code rural
Décisions de restriction et d'interdiction de certains usages de l'eau pris en application de l'arrêté cadre relatif à la limitation des usages de l'eau en période d'étiage ainsi que les dérogations s'y référant	Art. R.211-80 à R.211-85 du code de l'environnement

		Art.R.211-66 à R.211-70 du code de l'environnement
G II	Police de la pêche	
G II.1	- Organisation des pêcheurs	
	<ul style="list-style-type: none"> - a) agrément et retrait d'agrément des associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique (AAPPMA) et des associations départementale agréée de pêcheurs amateurs aux engins et aux filets (ADAPAEF) - - b) agrément de l'élection du président et du trésorier des associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique (AAPPMA) et des associations départementale agréée de pêcheurs amateurs aux engins et aux filets (ADAPAEF) - - c) agrément des statuts et modifications statutaires de la fédération départementale des associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique (FDAAPPMA), des associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique (AAPPMA) et des associations départementale agréée de pêcheurs amateurs aux engins et aux filets (ADAPAEF) - - d) élection du conseil d'administration de la fédération départementale des associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique (FDAPPMA) 	<p>Art. L.434-3, R.434-26 du code de l'environnement</p> <p>Art. L.434-3, R.434-27 du code de l'environnement</p> <p>Art. L.434-4, R.434-26 et R.434-29 du code de l'environnement</p> <p>Art. L.434-4, R.434-32, R.434-32-1 et R.434-32-2 du code de l'environnement</p>
G II.2	- Conditions d'exercice du droit de pêche	
	<ul style="list-style-type: none"> - a) autorisation de capture, de transport ou de vente de poissons à des fins sanitaires, scientifiques, écologiques, notamment pour en permettre le sauvetage, le dénombrement, la reproduction, favoriser le repeuplement et remédier aux déséquilibres biologiques - b) autorisation d'introduction d'espèces non représentées dans les eaux libres - c) décisions relatives aux conditions d'exercice et périodes d'ouverture de la pêche : <ul style="list-style-type: none"> - concours de pêche dans les cours d'eau - pêche en dérogation aux heures d'interdiction (carpe de nuit) (demande ponctuelle) - dérogation à la taille minimale des poissons et écrevisses (demande ponctuelle) - interdictions permanentes et réserves de pêche - rétrocession des droits de pêche - décisions relatives à la pêche de l'anguille - décisions relatives aux procédés et modes de pêche - d) actes relatif au plan départemental de protection du milieu aquatique et de gestion des ressources piscicoles 	<p>Art. L.436-9 du code de l'environnement</p> <p>Art. L.432-10, R.432-5 à R.432-8 du code de l'environnement</p> <p>Art. L.436-5 et R. 436-6 à R. 436-79 du code de l'environnement</p> <p>-Art. R.436-22 du code de l'environnement</p> <p>-Art. R.436-14 du code de l'environnement</p> <p>- Art. R.436-19 du code de l'environnement</p> <p>- Art. R.436-69 à R.436-72, Art. R.436-73 et R.436-74 du code de l'environnement</p> <p>-Art. L.435-5, R.435-38 du code de l'environnement</p> <p>-Art. R. 436-65-3 à R.436-65-6 du code de l'environnement</p> <p>-Art. R.436-23 à R. 436-35 du code de l'environnement</p> <p>Art. L.433-4 du code de</p>

	<ul style="list-style-type: none"> - e) classement des cours d'eau en catégories piscicoles - f) mesures particulières de protection du patrimoine piscicole 	<p>l'environnement</p> <p>Art. L.436-5 et R.436-43 du code de l'environnement</p> <p>Art. R 436-8 du code de l'environnement</p>
G II.3	- Piscicultures	
	<ul style="list-style-type: none"> - a) autorisations de piscicultures (police de la pêche) - b) classement en catégories piscicoles (1^{ère} et 2^{ème} catégorie) 	<p>Art. L.431-6 à L.431-8, R.431-1 à R.431-6 du code de l'environnement</p> <p>Art. L.431-6 à L.431-8, R.431-3 du code de l'environnement</p>
H	- <u>INTERVENTION EN MATIÈRE AGRICOLE</u>	
HI	<i>Décisions et arrêtés pris en application de textes communautaires (règlements) et nationaux</i>	
HI.1	- Productions végétales	
	<ul style="list-style-type: none"> - organisations communes de marché des céréales, des oléagineux, et des protéagineux ; - prime aux protéagineux ; - organisations communes de marché des fruits et légumes frais et transformés de la floriculture et du tabac ; - paiement à la surface pour les fruits à coques ; - mesures spécifiques en faveur des légumineuses à grain ; mesures pour le lin non textile; - aide aux cultures énergétiques. - aide à la production de blé dur ; - aide à la production de fruits destinés à la transformation ; - aide à la production de pomme de terre féculières ; - aide à la production de chanvre ; - aide à la production de houblon ; - aide à la production de semences de graminées ; - aide à la production de légumineuses fourragères ; - aide à la production de soja ; 	

	<ul style="list-style-type: none"> - aide à la production de protéagineux ; - aide à la production de légumineuses fourragères destinées à la déshydratation ; - aide à la production de semences de légumineuses fourragères ; 	
H I.2	<ul style="list-style-type: none"> - Productions animales 	
	<ul style="list-style-type: none"> - organisations communes de marché du lait et des produits laitiers (maîtrise de la production de lait) ; - organisations communes de marché de la viande bovine ; des viandes ovines et caprines ; de la viande porcine ; de l'aviculture ; - organisations communes de marché de l'apiculture ; - primes spéciales en faveur des producteurs de viande bovine ; prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes (décisions et arrêtés) ; prime à la brebis et à la chèvre ; - aides bovines allaitantes ; - aides bovines laitières ; - aides aux veaux sous la mère et aux veaux issus de l'agriculture biologique ; - aides ovines ; - aides caprines ; 	
H1.3	<ul style="list-style-type: none"> - Paiements non couplés à la production 	
	<ul style="list-style-type: none"> - droit à paiement de base ; - paiement vert ; - paiement redistributif ; - paiement jeune agriculteur ; 	
H I.4	<ul style="list-style-type: none"> - Mesures communes 	
	<ul style="list-style-type: none"> - systèmes intégrés de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires ; - notifications du taux de réduction des aides et de pénalités ; 	

	<ul style="list-style-type: none"> - notifications du taux de réduction des aides et de pénalités en application de la conditionnalité des aides ; - décisions et arrêtés, concernant les bonnes conditions agricoles et environnementales (BCAE) ; - décisions et arrêtés en matière de droits à paiement unique, notamment les actes, décisions et documents pris en application de l'article D. 615-65 du code rural. 	
H I.5	<ul style="list-style-type: none"> - Mesures agro-environnementales : 	
	<ul style="list-style-type: none"> - prime au maintien des systèmes d'élevages extensifs. 	
H I.6	<ul style="list-style-type: none"> - Énergies renouvelables 	
	<ul style="list-style-type: none"> - Attestations répondant aux conditions d'achat de l'électricité produite par certaines installations utilisant l'énergie radiative du soleil. 	<p>Arrêté du 16 mars 2010 fixant les conditions d'achat de l'électricité produite par certaines installations utilisant l'énergie radiative du soleil telles que visées au 3° de l'article 2 du décret n° 2000-1196 du 6 décembre 2000</p>
H II	Décisions (attribution, refus, annulation, déchéance) prises en application du plan de développement rural national (PDRR) et du plan de développement rural hexagonal (PDRH) et du plan de développement rural régional (PDRR) au titre des règlements européens du développement rural (RDR1, RDR2 et RDR3).	
	<ul style="list-style-type: none"> - agréments et retraits d'agrément pour la dotation jeunes agriculteurs ; - aides liées aux stages de parrainage des jeunes agriculteurs ; - décisions liées au programme pour l'installation et le développement des initiatives locales ; - décisions relatives au « Stage 6 mois », préparatoire à l'installation ; - financements des prêts bonifiés agricoles, plans d'amélioration matérielle, plans d'investissements ; - labellisation et agrément, annulation de labellisation et d'agrément des structures organismes prévus dans le cadre du dispositif « plan de professionnalisation personnalisé », décisions individuelles relatives au « plan de professionnalisation personnalisé » ; 	

	<ul style="list-style-type: none"> - les décisions, rapports d'instruction, contrats relatifs aux contrats territoriaux d'exploitation, aux contrats d'agriculture durable et aux autres contrats et mesures agro-environnementales et mesures agro-environnementales et climatiques; - préretraite agricole ; - cumul activité agricole-retraite ; - aides à l'investissement des entreprises de transformation des produits agro-alimentaires ; - Prime Herbagère Agro-Environnementale (décisions et arrêtés) ; - décisions relatives aux aides pour les bâtiments d'élevage, dans le cadre du cofinancement communautaire et national ; - décisions relatives au plan végétal pour l'environnement ; - décisions relatives au plan de performance énergétique ; - décisions relatives au plan de compétitivité et d'adaptation des exploitations agricoles - décisions relatives à l'amélioration de la compétitivité des secteurs agricoles et sylvicoles liée à la transformation à la ferme des produits de la ferme : <ul style="list-style-type: none"> - décisions relatives aux travaux de reboisement - décisions relatives à la desserte forestière - - décisions relatives à l'amélioration de la qualité de la vie en milieu rural et en faveur de la diversification de l'économie rurale. - diversification vers des activités non agricoles ; - services essentiels pour la population rurale ; - préservation et mise en valeur du patrimoine rural : contrats de gestion Natura 2000 ; - décisions relatives à la mise en œuvre de LEADER ; - mise en œuvre des stratégies locales de développement ; - coopération nationale et transnationale (notamment sur le Programme de Développement Rural Hexagonal) ; 	
--	--	--

	<ul style="list-style-type: none"> - fonctionnement du groupe d'action local (GAL). - Aides liées à la transformation et à la commercialisation de produits agricoles à la ferme 	
H III	Quotas laitiers	
	<ul style="list-style-type: none"> - décisions en matière de transferts de références laitières ; - décisions relatives aux sociétés civiles laitières ; - décisions relatives au transfert spécifique de référence laitière sans terre ; - décisions relatives à l'attribution de références laitières supplémentaires ; - décisions relatives aux primes des producteurs s'engageant à cesser l'activité laitière ; - décisions relatives aux regroupements d'ateliers laitiers. 	
H IV	Structures agricoles	
	<ul style="list-style-type: none"> - décisions relatives au contrôle des structures des exploitations agricoles et à la poursuite de l'activité agricole dont notamment : - - décisions d'autorisation d'exploiter, - - décisions de refus d'autorisation d'exploiter, - - mises en demeure de cesser d'exploiter ou de régulariser sa situation ; - décisions relatives au statut du fermage ; - décisions relatives à l'attribution des aides liées aux Opérations Groupées d'Aménagement Foncier (OGAF). 	
H V	Gestion d'aides sur financement national	
	<ul style="list-style-type: none"> - décisions administratives et financières relatives aux « agriculteurs en difficulté » ; - décisions relatives à l'indemnité compensatoire à la couverture des sols ; - décisions relatives à l'indemnité compensatoire de contrainte environnement ; - décisions relatives aux aides pour les bâtiments d'élevage. - décisions relatives au programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole et au programme de maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage - aides aux investissements pour les coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) 	

H VI	Calamités agricoles et aides conjoncturelles	
	<ul style="list-style-type: none"> - décisions prises en application de l'arrêté préfectoral de sinistre ouvrant droit à l'octroi de prêts spéciaux ; - décisions prises en application des arrêtés ministériels de reconnaissance au titre des calamités agricoles et portant fixation du pourcentage d'indemnisation ; - décisions relatives à la mise en œuvre de mesures conjoncturelles destinées à soutenir l'activité agricole en cas de difficultés particulières. 	
H VII	Organismes agricoles	
	<ul style="list-style-type: none"> - octroi de dérogations aux conditions de nationalité fixées par l'article R. 524-1 du code rural pour être membre du conseil d'administration d'une société coopérative agricole agréée par le préfet ; - autorisations de répartition entre les associés d'une société coopérative agricole agréée par le préfet du surplus d'actif net après dévolution des réserves indisponibles ; - agréments des sociétés d'intérêt collectif agricole, modifications de l'agrément initial, et retraits d'agrément ; - autorisations de sortie du statut de société d'intérêt collectif agricole (SICA) ; - approbations des dévolutions faites par les SICA à d'autres SICA, coopératives ou unions, établissements ou œuvres d'intérêt général agricole ou rural ; - décisions relatives à l'agrément, au fonctionnement et à la dissolution des structures sociétaires suivantes : groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC), coopérative d'utilisation de matériel agricole (CUMA), SICA, coopératives si l'agrément relève du niveau départemental ; - agréments des établissements d'élevage (EDE) ; - agréments des directeurs d'établissement d'élevage ; - agréments des programmes départementaux d'identification ; - autorisations d'exploitation des centres d'insémination : production et/ou mise en place de la semence ; - délivrances du certificat d'aptitude aux fonctions d'inséminateur ; 	

	<ul style="list-style-type: none"> - octroi de licences d'inséminateur ou de chef de centre d'insémination. 	
H VIII Commissions agricole, dont CDPENAF		
	<ul style="list-style-type: none"> - arrêtés de modification de la composition des commissions ; - convocation aux réunions de la commission ; - notification du procès verbal de la commission ; - Règlement intérieur de la commission 	
I	- TRANSPORTS	
II Exploitation- police de la conservation		
II.1	<ul style="list-style-type: none"> - Avis préalable à la réglementation temporaire de la circulation lorsque la voie concernée par l'interdiction ou la restriction de circulation est une route départementale classée à grande circulation 	Article R.411-8 du code de la route
II.2	<ul style="list-style-type: none"> - Avis préalable à la réglementation temporaire de la circulation sur une route départementale non classée à grande circulation lorsque l'interdiction ou la restriction de circulation entraîne une déviation par une route nationale ou une route départementale classée à grande circulation 	Article R.411-8 du code de la route
II.3	<ul style="list-style-type: none"> - Avis préalable à la réglementation temporaire de la circulation sur une voie communale lorsque l'interdiction ou la restriction de circulation entraîne une déviation par une route nationale ou une route départementale classée à grande circulation 	Article R.411-8 du code de la route
II.4	<ul style="list-style-type: none"> - Avis préalable à la réglementation permanente de la circulation concernant toutes restrictions de circulation sur route à grande circulation : <ul style="list-style-type: none"> - 1°) en agglomération ; - 2°) hors agglomération : routes départementales ou voies communales. 	Articles R. 411-1 et suivants, R. 411-8 et R. 413-3 du code de la route
II.5	<ul style="list-style-type: none"> - Arrêté portant réglementation temporaire de la circulation sur l'Autoroute A 81 lorsque la sécurité de la circulation routière l'exige 	Article R. 411-8 du code de la route
III Transports routiers pour l'ensemble du réseau (RN - RD - VC)		
III.1	<ul style="list-style-type: none"> - Drogations préfectorales à titre temporaire aux interdictions de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes. 	Arrêté du 02/03/2015 Décret n° 85-891 du 16/08/1985 modifié

I II.2	- autorisations de circulation des petits trains touristiques.	Arrêté du 02/07/97 modifié Arrêté du 22 janvier 2015 définissant les caractéristiques et les conditions d'utilisation des véhicules autres que les autocars et les autobus, destinés à des usages de tourisme et de loisirs
I II.3	- Autorisation accordée aux véhicules assurant la viabilité hivernale sur l'ensemble du réseau routier du département de la Mayenne afin d'utiliser des pneumatiques comportant des dispositifs anti-glissants sur des véhicules de P.T.A.C. supérieur à 3,5 tonnes par dérogation aux prescriptions de l'arrêté du 18 juillet 1985	Article R. 314-3 du code de la route
I II.4	- Autorisation accordée à tous services d'urgence, de secours et d'intervention du département de la Mayenne d'utiliser des pneumatiques comportant des dispositifs anti-glissants sur des véhicules de PTAC supérieur à 3,5 tonnes par dérogation aux prescriptions de l'arrêté du 18 juillet 1985, pour effectuer toutes interventions de secours et d'incendie sur l'ensemble du réseau routier du département de la Mayenne	Article R. 314-3 du code de la route
I II.5	- Supprimé	
J	- <u>VOIES D'EAU</u>	
I	<i>Police de la navigation</i>	
J I.1	- Modification des règlements particuliers de police de la navigation concernant le département de la Mayenne	Articles L.4241-2 et R.4142-66 du code des transports
J I.2	- Avis à la batellerie (interruption de navigation, réglementation de la navigation)	Règlement général et particulier de police de la navigation
K	- <u>DISTRIBUTIONS D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE</u> (abrogé)	
	-	
L	- <u>INGENIERIE PUBLIQUE ET ASSISTANCE</u> <u>CONSEIL AUX COLLECTIVITES</u> (abrogé)	
M	- <u>SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET ÉDUCATION</u> <u>ROUTIÈRE</u>	Lettre circulaire du 31-03-03 et circulaire n° 2003-33 du 31-03-03 relatives à la déconcentration de la gestion du service des examens du permis de conduire
MI	<i>Récépissés de dépôt de demande de permis de conduire</i>	Décret n° 2009-1590 du 18/12/2009 relatif à l'apprentissage de la conduite d'un véhicule à moteur et au permis

		de conduire Arrêté du 22/12/2009 relatif au livret d'apprentissage
<i>M II</i>	<i>Abrogé</i>	
<i>M III</i>	<i>Gestion des auto-écoles (délivrance d'agrément, renouvellement, retrait)</i>	Arrêté modifié du 08/01/2001 relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière
<i>M IV</i>	<i>Délivrance des autorisations d'enseigner</i>	Arrêté modifié du 08/01/2001 relatif à l'autorisation d'enseigner, à titre onéreux, la conduite des véhicules à moteur et la sécurité routière
<i>M V</i>	<i>Organisation des élections professionnelles tous les trois ans</i>	Décret n°2009-1182 du 05/10/2009 relatif au Conseil supérieur de l'éducation routière et Arrêté du 31 mai 2010 relatif aux élections pour la désignation des représentants de la profession de l'enseignement de la conduite et de la sécurité routière au conseil supérieur de l'éducation routière
<i>M VI</i>	<i>Abrogé</i>	
<i>M. VII</i>	<i>Attribution du label « qualité des formations au sein des écoles de conduite »</i>	Arrêté du 26 février 2018 portant création du label « qualité des formations au sein des écoles de conduite »
N	- <u>DEFENSE</u>	
	<ul style="list-style-type: none"> Procédure de recensement pour les besoins de la défense et de sécurité des entreprises de travaux publics et de bâtiment, de location de matériel de génie civil, des entreprises de transport routier et de leurs moyens. Délivrance des avis de recensement et avis de radiation. 	<p>Article L1338-1 du code de la défense</p> <p>Décret n° 2004-374 du 29/04/2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements.</p> <p>Décret n° 2009-1484 du 03/12/2009 relatif aux directions départementales interministérielles</p> <p>circulaire du 03 février 2012</p>
O	- <u>AFFAIRES CONTENTIEUSES</u>	
<i>O I</i>	<i>Représentation de l'État devant le tribunal administratif et les tribunaux répressifs</i>	

<i>O II</i>	<i>Plaintes et avis divers aux tribunaux judiciaires dans les domaines relevant de la compétence de la direction départementale des territoires</i>	
<i>O III</i>	<i>Règlement amiable des dommages matériels causés par l'État à des particuliers</i>	
<i>O IV</i>	<i>Règlement amiable des dommages subis ou causés par l'État en matière d'accident impliquant un véhicule terrestre à moteur</i>	Arrêté du 03/05/2004
<i>O V</i>	<i>Réponse aux recours gracieux contre les décisions visées par la présente délégation</i>	
<i>O VI</i>	<i>Mémoires en défense dans le cadre des contentieux liés aux décisions visées par la présente délégation</i>	
P	- <u>PREVENTION DES RISQUES</u>	
<i>PI</i>	<i>Risques</i>	
	- Droit à l'information sur les risques majeurs	Articles L. 125-2 et R. 125-9 à R. 125-14 du code de l'environnement
	- Dispositions particulières aux terrains de camping et assimilés	Articles R. 125-15 à R. 125-22 du code de l'environnement
	- Information acquéreurs locataires	Articles L. 125-5 et R. 125-23 à R. 125-27 du code de l'environnement
	- Plan de prévention des risques technologiques	Articles L. 515-15 à L. 515-26 et R. 515-39 à R. 515-50 du code de l'environnement
	- Mesures de sauvegarde des populations menacées par certains risques naturels majeurs : - - Procédure d'expropriation des biens exposés à un risque naturel majeur - - Fonds de prévention des risques naturels majeurs	Articles L. 561-1 à L. 561-5 et R. 561-1 à R. 561-17 du code de l'environnement
	- Plans de prévention des risques naturels prévisibles	Articles L. 562-1 à L. 562-9 et R. 562-1 à R. 562-10 du code de l'environnement
	- Autres mesures de prévention : - - Prévention du risque sismique - - Prévention du risque d'effondrement de cavités souterraines ou de marnières - - Prévention du risque d'inondation	Articles L. 563-1 à L. 563-6 et R. 563-10 à R. 563-20 du code de l'environnement

	- - Communication de données intéressant la sécurité des personnes et des biens	
	- - Schémas de prévention des risques naturels majeurs - - Commission départementale des risques naturels majeurs	Articles L. 565-2 et R. 565-1 à R. 565-7 du code de l'environnement
	- Évaluation et gestion des risques d'inondation -	Articles L. 566-1 à L. 566-13 du code de l'environnement
P II	Déchets du BTP	
	- Utilisation déchets inertes à des fins d'aménagement	Articles R. 421-17 et R. 421-23 du code de l'urbanisme
P III	Bruits	
	- Classement sonore	Articles L. 571-10 et R. 571-32 à R. 571-43 du code de l'environnement
	- Résorption des points noirs bruit	Articles D. 571-53 à D. 571-57 du code de l'environnement
	- Lutte contre le bruit des transports aériens	Articles L. 571-11 à L. 571-26 et R. 571-58 à R. 571-90 du code de l'environnement
	- Cartes de bruit et plans de prévention du bruit dans l'environnement	Articles L. 572-1 à L. 572-11 et R. 572-1 à R. 572-11 du code de l'environnement
P IV	Publicité	
	- Affichage extérieur de publicité	Articles L. 581-1 à L. 581-45 et R. 581-1 à R. 581-88 du code de l'environnement et articles R. 418-1 à R. 418-9 du code de la route
P V	- Pollution lumineuse	
	- Prévention des nuisances lumineuses	Articles L. 583-1 à L. 583-5 du code de l'environnement

Direction départementale des finances
publiques 53

53-2022-04-27-00004

SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE
CHATEAU-GONTIER - Délégation de pouvoir à M.
BELLANGER

Direction Générale des Finances Publiques

Délégation de Pouvoir

Je soussignée Monique ROZEC, Comptable du SGC de Château-Gontier-sur-Mayenne, déclare :

- constituer pour son mandataire spécial et général Monsieur Jean-Christophe BELLANGER en poste à Château-Gontier-sur-Mayenne.
- lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, le SGC de Château-Gontier-sur-Mayenne, en mon absence.
- d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Direction Départementale des Finances publiques de la Mayenne les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toutes opérations, d'effectuer les déclarations de créances dans le cadre des procédures collectives d'apurement du passif.
- en conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion du SGC de Château-Gontier-sur-Mayenne, entendant ainsi transmettre à M. Jean-Christophe BELLANGER tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.
- prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Fait à Château-Gontier-sur-Mayenne le 27 avril deux mille vingt deux,

Le mandataire,

Le mandant,

Le Directeur Départemental
des Finances publiques de la
Mayenne,